

**Assemblée générale**

Distr. générale  
14 décembre 2006  
Français  
Original : anglais

**Soixante et unième session**

Point 42 de l'ordre du jour

**Rapport du Conseil économique et social****Rapport de la Deuxième Commission**

*Rapporteuse* : M<sup>me</sup> Vanessa **Gomes** (Portugal)

**I. Introduction**

1. À sa deuxième séance plénière, tenue le 13 septembre 2006, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Bureau, a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa soixante et unième session une question intitulée « Rapport du Conseil économique et social » et de l'examiner directement en plénière.
2. La Deuxième Commission a examiné et adopté un projet de résolution au titre de ce point à ses 31<sup>e</sup> et 32<sup>e</sup> séances, tenues le 22 novembre et le 1<sup>er</sup> décembre, respectivement. Les débats sont consignés dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.2/61/SR.31 et 32).

**II. Examen du projet de résolution A/C.2/61/L.46 et Rev.1**

3. À la 31<sup>e</sup> séance de la Deuxième Commission, le 22 novembre, le représentant de l'Australie, s'exprimant aussi au nom du Canada et de la Finlande, a présenté un projet de résolution intitulé « Proclamation d'années internationales » (A/C.2/61/L.46) ainsi conçu :

**Proclamation d'années internationales**

« *L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 53/199 du 15 décembre 1998 relative à la proclamation d'années internationales et la résolution 1980/67 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1980, relative aux années internationales et anniversaires,



*Reconnaissant* que la célébration d'années internationales peut contribuer à accroître la coopération et la compréhension internationales,

*Consciente* de la nécessité d'examiner soigneusement les propositions en vue de la désignation d'années internationales et d'anniversaires,

*Invite* le Secrétaire général à porter à l'attention des États Membres, des institutions spécialisées et des organismes des Nations Unies les principes directeurs concernant les futures années internationales figurant dans l'annexe à la résolution 1980/67 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1980, tels qu'elle les a adoptés dans sa décision 35/424 du 5 décembre 1980, et demande aux États Membres de tenir compte des critères et modalités qui y sont prévus et de les appliquer lorsqu'ils examineront des propositions en vue de la désignation d'années internationales. »

4. À sa 32<sup>e</sup> séance, le 1<sup>er</sup> décembre, la Commission a été saisie d'un projet de résolution révisé intitulé « Proclamation d'années internationales » (A/C.2/61/L.46/Rev.1), présenté par les auteurs du projet de résolution A/C.2/61/L.46 et par l'Andorre, Chypre, le Danemark, les États-Unis d'Amérique, la France, Israël, l'Italie, le Liechtenstein, les Pays-Bas, la Pologne, la République de Corée, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, la Suède et la Suisse. L'Autriche, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, Moldova, Monaco, la Norvège et la Serbie se sont joints par la suite aux auteurs du projet de résolution révisé.

5. À la même séance, la Commission a été informée que le projet de résolution révisé n'avait pas d'incidences financières.

6. Toujours à la 32<sup>e</sup> séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/61/L.46/Rev.1 (voir par. 7).

### III. Recommandation de la Deuxième Commission

7. La Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

#### **Proclamation d'années internationales**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 53/199 du 15 décembre 1998 relative à la proclamation d'années internationales, ainsi que la résolution 1980/67 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1980, relative aux années internationales et anniversaires, et son annexe, que l'Assemblée générale a reprises dans sa décision 35/424 du 5 décembre 1980,

1. *Prie* le Secrétaire général d'appeler l'attention des institutions spécialisées et des organismes des Nations Unies sur les principes directeurs concernant les futures années internationales figurant dans l'annexe à la résolution 1980/67 et de diffuser ces principes;

2. *Souligne* qu'il faut tenir compte des critères et modalités qui y sont prévus et les appliquer lors de l'examen des propositions en vue de la désignation d'années internationales.